

Attractivité des campus : dans le contexte économique, il existe la tentation de « sacrifier » certains services (RUE 2013)

La situation économique actuelle - marquée par des coupes budgétaires dans plusieurs pays (AEF n°180537) - porte en elle le risque de « voir resurgir de vieux réflexes » qui consistent à considérer cet investissement comme étant moins important que les autres. C'est l'une des remarques avancées par Khaled Bouabdallah, président de l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne et vice-président de la CPU, mercredi 27 mars 2013, à l'occasion du débat « les services aux étudiants et personnels : l'autre investissement d'avenir » organisé dans le cadre des RUE (Rencontres universités entreprises). « On sait que l'amélioration du cadre d'études et des conditions de vie étudiante contribue à la réussite des étudiants. Cela constitue donc une vraie motivation pour inciter [les universités] à investir dans ces aspects là », remarque Khaled Bouabdallah. Il note également qu'il a fallu un certain temps « pour que les universités s'approprient l'idée qu'il s'agit d'un investissement important ». Or, dans des contextes de difficultés budgétaires, « on a tendance à se concentrer uniquement sur les priorités (...) afin d'assurer le minimum pour permettre aux étudiants d'étudier et aux enseignants-chercheurs d'enseigner », s'inquiète-t-il.

Dans un contexte budgétaire difficile, « la tentation est grande de sacrifier un certain nombre de services », confirme Christophe Pérales, directeur des bibliothèques et de l'information scientifique et technique de l'UVSQ et président de l'ADBU (association des directeurs de bibliothèques universitaires). « Les services de qualité de vie doivent être perçus comme un investissement, à condition d'être capable de décortiquer la chaîne de valeurs (...) et de s'assurer que les services qui sont rendus contribuent à l'objectif stratégique [de l'université] », ajoute de son côté Philippe Pont-Nourat, directeur général collectivités territoriales-enseignement de Sodexo.

Voici l'ensemble des points soulevés pendant le débat :

OUVERTURE DES UNIVERSITÉS. Robert Cadalbert, président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, insiste sur la nécessité que l'université reste « ouverte ». En effet, il est « important » que les services universitaires soient accessibles au reste de la population, et non pas « réservés à un usage strictement spécifique à l'université ». Dans le cas de Saint-Quentin en Yvelines, la communauté d'agglomération n'a « pas voulu d'un campus fermé, mais d'un espace partagé. Car plus un espace est partagé, plus il contribue à créer du lien social », indique-t-il. Il faut selon lui « faire de la ville un lieu de rencontre, où tel enseignant-chercheur va apprendre à connaître tel autre qui travaille sur un autre domaine ». Il appelle donc à ne « pas dissocier qualité de vie du territoire et qualité de vie étudiante ». Selon lui, il existe « un retour sur investissement, mais à long terme ».

Pour que les universités soient ouvertes à la communauté, « la question de l'organisation de la semaine et celle de l'occupation de l'espace et du temps sur les campus est un vrai sujet sur lequel les universités travaillent », ajoute Khaled Bouabdallah. Cela consiste à « valoriser les équipements, les locaux, etc ». Il évoque notamment le fait que « l'université est ouverte sur dix mois », avec la « volonté d'occuper le plus possible la semaine ».

BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES. « En France, on a tendance à voir la BU comme un sorte de 'cluster de services' et de mettre de côté le rôle qu'elle joue en termes de pédagogie, de réussite étudiante et de recherche », déplore Christophe Pérales. Il plaide pour une évolution de cette situation et pour « une insertion des bibliothèques universitaires au cœur de la pédagogie, à différents niveaux ». Il rappelle que les BU sont des « lieux forts », qui permettent « une

interaction entre les gens ». D'ailleurs, dans les pays anglo-saxons, un certain nombre d'universités ont constaté que les bibliothèques universitaires sont « l'un des endroits les plus fréquentés » et ont donc décidé « d'y regrouper les différents guichets d'accueil ». « Nous avons encore une certaine marge de progression en France », remarque-t-il.

« **COACTION** ». « Il faut une 'coaction' permanente », assure Quentin Pelletier, VP vie étudiante de l'université de Nantes. Il plaide en effet pour « des retours d'expérience de la part des étudiants » afin de mettre en place les dispositifs les plus adaptés. Cela permet, selon lui, de « développer des services qui répondent à des besoins ».

DES ENJEUX SIMILAIRES DANS D'AUTRES SECTEURS. Philippe Pont-Nourat dresse la liste des problématiques auxquelles les universités doivent faire face : « comment attirer les talents, comment fidéliser les meilleurs, comment arriver à trouver un positionnement stratégique, comment refonder les processus administratifs, comment gérer aux mieux les infrastructures ». Cela représente « des enjeux que l'on voit dans tous les pays du monde, dans chacune des institutions, que l'on soit dans la santé, l'entreprise, le pénitencier, l'administration, la défense », remarque-t-il. En résumé, « l'enseignement supérieur a les mêmes problématiques » que ces autres domaines.

À lire aussi

- ▶ [Projet de loi ESR : 3 raisons d'être contre \(Cé\). La vie étudiante n'est pas prioritaire \(PDE\). Appel à une AG le 2 mars \(intersyndicale\)](#)
AEF n° 179396 du mardi 26 février 2013 - ES
- ▶ [Rapport Le Déaut : les propositions en matière de vie étudiante](#)
AEF n° 177199 du lundi 14 janvier 2013 - ES
- ▶ [Rapport final des assises : les propositions sur la vie étudiante](#)
AEF n° 176189 du lundi 17 décembre 2012 - ES
- ▶ [L'entreprise Sodexo souhaite proposer ses services pour « améliorer les conditions de travail » dans les universités](#)
AEF n° 167049 du jeudi 24 mai 2012 - ES
- ▶ [« Le passage aux RCE est une chance pour l'action sociale dans les universités » \(Jean-François Béteau, président de la FNCAS\)](#)
AEF n° 150149 du mercredi 18 mai 2011 - ES
- ▶ [Gouvernance des universités : un sentiment fort d'affiliation, mais un sentiment de dégradation des conditions de travail \(enquête CSO\)](#)
AEF n° 164826 du jeudi 5 avril 2012 - ES